

excédents budgétaires que présentait l'ancienne administration libérale avant les élections de 1957. Je suis sûr que le député de Kenora-Rainy-River mésestime l'intelligence de la population canadienne en disant qu'elle est trompée par les promesses du premier ministre (M. Diefenbaker) ou de tout autre membre responsable du cabinet. Est-ce qu'il mésestime son intelligence en pensant qu'elle ait pu s'imaginer qu'elle allait recevoir quelque chose sans rien payer. Toute promesse portant sur les réductions d'impôts ne peut se réaliser qu'en fonction des excédents budgétaires.

Pour ce qui est du sous-amendement cécéfiste, je dirai qu'il est caractéristique de la façon de penser qui prévaut dans ce coin de la Chambre. Il préconise un programme financier et économique réfléchi. Ce sont les mots que ces députés emploient constamment quand ils veulent proposer un amendement à l'Adresse en réponse au discours du trône ou à l'exposé budgétaire. Le début de leur amendement est vague. Quelle sorte de programme financier et économique réfléchi ils mettraient en œuvre, Dieu seul le sait.

Ensuite, ils soulèvent deux questions. Ce programme financier et économique réfléchi comporterait le renversement de la tendance des taux d'intérêt. Grand Dieu, c'est précisément ce que nous tentons de faire par ce budget. Croient-ils qu'aucun gouvernement souhaite que le taux d'intérêt soit plus élevé? Le budget a effectivement réglé cette question.

Deuxièmement, ils préconisent qu'on établisse un impôt sur les bénéfices en capital. Cette recommandation peut avoir du bon mais je suis porté à croire que l'actuel ministre des Finances et son prédécesseur, M. Harris, l'ont prise en considération. Pour moi, la principale difficulté que pose le prélèvement d'un impôt sur les bénéfices en capital, c'est de savoir dans quel domaine on doit l'appliquer et par quels moyens. Voici, par exemple, ce que je tiens à signaler à mes amis d'extrême-droite: advenant l'adoption d'un impôt sur les plus-values, le vieillard pensionné qui vendrait sa maison pour aller habiter un appartement aurait à acquitter l'impôt sur le produit de cette vente.

**M. Regier:** Absurdité!

**M. MacLean (Winnipeg-Nord-Centre):** Un impôt sur les plus-values atteindrait les comptes en banque. Il porterait sur tout.

**M. Winch:** Pure absurdité!

**M. MacLean (Winnipeg-Nord-Centre):** Le retraité avec un compte en banque serait atteint. Il y aurait toutes sortes de difficultés à surmonter. Comment s'y prendrait-on, je l'ignore. S'il est possible d'y arriver par de justes moyens, tant mieux.

[M. MacLean (Winnipeg-Nord-Centre).]

**M. Winch:** Vous le pourriez peut-être, pas nous.

**M. MacLean (Winnipeg-Nord-Centre):** Encore ce bavardage, que nous entendons de temps à autre. Étant donné l'ambiguïté de la proposition de sous-amendement et la façon dont elle est libellée, il m'est impossible de songer même à l'appuyer. Nous avons entendu maints plaidoyers en faveur d'une réduction des dépenses d'équipement. Le dernier a été fait par l'honorable député de Hull. La chose en soi serait excellente. J'en serais, pour ma part. Nous devons réduire les dépenses de l'État de toutes les manières possibles.

En réalité, on peut affirmer que, dans le présent budget, le gouvernement a réduit ses dépenses, si l'on envisage le total des dépenses à la lumière de l'accroissement des services et de la population. Toutefois, à cette phase de notre vie économique, au sortir d'une période de régression, je n'arrive pas à voir comment nous pourrions réduire davantage nos dépenses, et pourtant j'ai examiné le budget d'un bout à l'autre.

Il y a trois domaines importants de dépenses. L'un d'eux a trait à la défense nationale. Dans tout pays libre, les dépenses au chapitre de la défense nationale sont considérables. Il ne semble pas possible de faire quoi que ce soit présentement en vue de réduire les dépenses dans ce secteur. Comme dit M. A. G. Gardiner dans son ouvrage intitulé *Life of Harcourt*:

Quelle belle affaire pour l'univers si toutes les nations étaient insolubles. Comme elles feraient moins de bêtises.

Cependant, "même les mendiants sont disposés à se battre", a-t-il dit. Il en est ainsi depuis le temps de Victoria. Les pauvres ont appris à se battre avec des armes modernes et à payer pour une bonne réserve des engins meurtriers les plus modernes, même s'ils n'ont guère à dépenser pour autre chose. L'exemple est peut-être un peu forcé, mais le monde actuel n'a adopté aucun programme de désarmement et nous ne pouvons nous permettre de nos jours de réduire nos dépenses pour la défense nationale.

Passons maintenant à la sécurité sociale, autre domaine où la dépense gouvernementale est élevée. J'espère que personne ici ne propose une réduction de la pension de vieillesse ou des allocations familiales. Certes, pour ma part, je crois que tous les Canadiens discernent que la sécurité sociale doit être défrayée par les impôts et, je pense, il n'est personne qui ne s'attende à un relèvement du barème des impôts en vue d'équilibrer la caisse de la sécurité de la vieillesse. Je ne pense pas qu'il se trouve